

DROITS NUMÉRIQUES ET ACCÈS À L'INFORMATION SÉRIE **3**

# LES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE -

## PARTIE 1

Médias communautaires pour le  
développement et le changement  
communautaires

**Birgitte Jallo**

Juin, 2022



Les médias communautaires (plus précisément, la radio communautaire) est une plate-forme importante pour l'autonomisation, le développement et la transformation communautaire en Afrique subsaharienne. Les médias communautaires sont des médias de, par et pour une communauté. Pour que les médias communautaires réalisent leur potentiel de transformation, ils ont besoin de l'attention, du soutien et de l'attention du gouvernement.



Ce document présente des arguments solides sur ce qu'il faudra faire pour parvenir à des médias communautaires durables, en donnant des exemples de législation et d'impact et de transformation communautaires dans plusieurs pays subsahariens. Une fois bien établis, le potentiel des médias communautaires peut être atteint grâce à l'appropriation et à la participation de la communauté.



Le potentiel de développement transformateur de la radio communautaire est vaste. Ce document présente des exemples de changements générés par les communautés qui façonnent le récit et leur orientation future. Il explore également ce qui doit être mis en place pour que la radio communautaire réalise son potentiel, à savoir, un environnement propice grâce à un cadre juridique et des réglementations justes et transparentes. Une discussion sur trois cadres favorisant la durabilité sont également inclus.



# Contenu

<b>1. INTRODUCTION</b>	2
Les médias de la communauté	2
Impact sur la transformation et le développement communautaire	2
Un environnement propice et les trois cadres de durabilité	2
<b>2. LE POUVOIR DES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES - RADIO COMMUNAUTAIRE</b>	2
L'alternative populaire : les médias communautaires en Afrique. D'où viennent-ils?	3
Les radios communautaires générant une transformation et un changement communautaires	4
<b>3. RADIO COMMUNAUTAIRE DURABLE ET MÉDIAS COMMUNAUTAIRES/RADIO</b>	5
3.1 Législation sur la radio communautaire dans différents pays d'Afrique subsaharienne	5
3.1.1 Licences et attribution des fréquences	6
3.1.2 Attribution du spectre des radiofréquences aux médias communautaires	7
3.2 Les trois durabilités	7
3.2.1 Durabilité sociale	7
3.2.2 Durabilité organisationnelle	7
3.2.3 Viabilité financière	8
3.3 Développer des radios/médias communautaires durables	8

## 1

## INTRODUCTION

### LES MÉDIAS DE LA COMMUNAUTÉ

De par leur définition même (être de, par et pour la communauté), les médias communautaires promeuvent les droits humains et les droits des femmes et des minorités. Ils donnent une voix aux communautés et leur permettent de définir leur voie, sans se plier à des intérêts politiques ou commerciaux. Les médias communautaires sont dans la position unique de n'opérer que dans l'intérêt de la communauté qu'ils desservent. C'est une plate-forme pour la liberté d'expression de la communauté, un droit humain fondamental dans une démocratie. Alors que les médias traditionnels communiquent de l'extérieur vers l'intérieur, les médias communautaires communiquent de l'intérieur vers l'extérieur et de l'intérieur vers l'intérieur. Ils communiquent horizontalement plutôt que verticalement, « parler ensemble » contre « parler à » ou « être parlé », le partage dialogique par opposition à la fourniture d'informations descendants.

### TRANSFORMATION ET IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Le média communautaire le plus populaire en Afrique subsaharienne est la radio communautaire. Lorsque cela

est organisé sur la base des « non négociables » de la radio communautaire : participation, appropriation et gestion communautaires, production de contenu communautaire sur les problèmes locaux, utilisation des langues locales, célébration de la culture locale et renforcement des identités locales. Cela contribue à renforcer les identités locales et la radio communautaire devient une source d'information fiable sur laquelle on peut compter. Ses suggestions et recommandations sont suivies et peuvent conduire au changement, à la transformation et à l'autonomisation de la communauté. Pour s'assurer que ces potentiels sont atteints, il est important de construire une durabilité sociale, organisationnelle et financière dans et autour des radios communautaires.

### UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE ET LES TROIS CADRES DE DURABILITÉ

Pour que la radio communautaire réalise son potentiel, les gouvernements doivent créer un environnement propice. Avec cela en place, chaque communauté doit développer des cadres de durabilité pour une voie sociale, organisationnelle et financière solide pour leur station de radio communautaire.

## 2

## LE POUVOIR DES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES - RADIO COMMUNAUTAIRE

En termes simples, les médias communautaires peuvent être définis<sup>1</sup> comme des médias de, par et pour une communauté. Les médias de la communauté indiquent la propriété communautaire ; les médias par la communauté

nous orientent vers les radiodiffuseurs communautaires (bénévoles); et les médias pour une communauté mettent en évidence l'audience ainsi que le contenu des médias communautaires.

1. Une radio communautaire est une radio détenue et gérée par la communauté, les programmes sont produits par la communauté et traitent de problèmes qui se posent au sein de la communauté et qui la concernent <http://www.amart.org/documents/manuals/What is CR english.pdf>

Les médias communautaires promeuvent les droits de l'homme et ceux des femmes et des minorités. Ils donnent une voix aux communautés et leur permettent de définir leur voie à suivre, sans se plier aux intérêts politiques ou commerciaux. Les médias communautaires sont reconnus comme le troisième secteur des médias, après les médias publics et commerciaux. Ils sont considérés comme inestimables dans la promotion du développement et de la démocratie, et comme indicateurs d'une société plurielle et diversifiée.

Les médias communautaires sont dans une position unique de n'opérer que dans l'intérêt des communautés qu'ils desservent. Ils créent une plate-forme pour la liberté d'expression d'une communauté, un droit humain fondamental dans une démocratie. Les stations communautaires présentent une mine d'informations dans un contexte localement compris et significatif et, dans de nombreuses communautés, aident à briser le silence autour des violations des droits (comme la violence contre les femmes et les enfants), conduisant à plus d'égalité et de justice.

On peut dire qu'alors que les médias traditionnels communiquent de l'extérieur vers l'intérieur, les médias communautaires communiquent de l'extérieur et de l'intérieur vers l'intérieur. Ils communiquent horizontalement plutôt que verticalement, 'parler ensemble' vs 'parler à', alors que le partage dialogique s'oppose à la fourniture d'information descendantes. Une station fournissant des informations descendantes vaut mieux que rien dans une communauté sans autre information sources de pertinence locale. Mais « notre propre » station communautaire, où la communauté façonne le récit et partage les défis et les célébrations, est plus efficace en tant que plate-forme pour le développement et le changement communautaire souhaité. La radio communautaire est « 90 % communauté, 10 % radio », comme le dit Zane Ibrahim, co-fondateur et premier directeur de Bush Radio<sup>2</sup> au Cap, en Afrique du Sud.

## L'ALTERNATIVE DES PEUPLES: LES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES EN AFRIQUE. D'OU VIENNENT-ILS?

Les médias communautaires, en tant qu'outils de communication portés par des communautés et des groupes d'auditeurs, ont pris leur essor dans les Amériques (Colombie, Bolivie et États-Unis) dans la seconde moitié des années 1940. Ils se sont multipliés à travers l'Europe des années 1970 aux années 1990, en commençant par le sud et en se déplaçant vers le nord. En Afrique, ils ont pris racine dans les années 1990 ; et en Asie, à quelques exceptions près, depuis les années 2000.

La première « vraie » radio communautaire africaine<sup>3</sup> a vu le jour en 1982 à Homa Bay, au Kenya, avec le soutien de l'UNESCO. Deux ans plus tard, il a été fermé par le gouvernement sans explication. Les fondateurs affirment que la station était politiquement en avance sur son temps.<sup>4</sup> Dans les années 1990, la radio communautaire a décollé dans de nombreux pays africains dans le cadre de ce qu'on a appelé « la troisième vague de démocratisation en Afrique. »<sup>5</sup>

Lorsque ces mouvements de médias communautaires ont commencé, tout était radio. Aujourd'hui, la radio est devenue « audio » ou « sonore » dans de nombreuses réalités, et un nombre croissant d'audiences mondiales ont remplacé cette écoute traditionnelle par le flux à la demande écoute. Dans le même temps, davantage de stations diffusaient via le Bande FM et différents services numériques et en ligne, et certains incluent la télévision ou la vidéo via leurs plateformes d'internet.

En Afrique sub-saharienne, l'écoute des radios communautaires via la bande FM reste la plus courante. Là où les stations rendent l'écoute en ligne possible, ce n'est pas une option pour de nombreux ruraux, publics, car l'accès à

Internet coûte cher et la plupart des utilisateurs mobiles les téléphones appartenant aux zones rurales ne sont pas de la génération de « intelligents/ smartphones ».

Le Mali, pays où seuls 33% de la population et seulement 22% des femmes savent lire et écrire,<sup>6</sup> dispose d'un solide réseau de radios communautaires avec plus de 170 radios privées, dont 121 sont principalement des radios communautaires rurales. Plus de 20 millions de personnes (près de la moitié de la population du pays) écoutent la radio.<sup>7</sup>

En Afrique du Sud, environ 80% de la population de 60 millions d'habitants écouté une station de radio pendant une période d'une semaine en 2021, la plupart écoutant

2. Bush Radio est toujours aussi fort et cette vidéo de 5 minutes présente le rôle de Bush Radio dans l'un des quartiers les plus pauvres du Cap : <https://tinyurl.com/mtw36pc4>
3. L'Afrique a eu des initiatives de radio rurale dans les années 1960, lancées par l'UNESCO, accueillant une première réunion africaine à Moshi, Tanganyika, en septembre 1961, axée sur radio éducative en Afrique sub-saharienne. Le Ghana est devenu le premier terrain d'essai pilote en 1964-65, d'où il s'est étendu à d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Afrique. Ces initiatives de radio éducative ont été prises en charge par les organismes nationaux de radiodiffusion qui, dans de nombreux pays, ont encore des programmes de radio rurale poursuivre cette tradition
4. Techniquement c'était un grand succès mais politiquement c'était très en avance sur son temps.» <http://mallardconcepts.org.uk/ga/ke.htm> et entretien personnel de l'auteur avec John Nkinyangi
5. Démocratisation en Afrique 1990-2010 : une évaluation par Gabrielle Lynchm Gordon Crawford. <https://www.jesuisbabes.com/the-miraculous-and-ave-of-democratization-in-africa-in-the-1990s>
6. <https://www.slideshare.net/DataReportal/digital-2022-mali-february-2022-v01>
7. <https://farmradio.org/mali/>

sur des postes de radio traditionnels. Le pays compte 40 stations de radiodiffusion commerciaux et publiques et 284 stations communautaires. L'audience de la radio n'a pas baissé en Afrique du Sud comme dans l'hémisphère Nord. C'est intéressant de noter qu'il existe une forte écoute chez les jeunes, qui écoutent la radio comme source d'information et de camaraderie.<sup>8</sup>

Le Zimbabwe, un pays de 15 millions d'habitants, est un cas très particulier où les licences de radio communautaire n'ont commencé qu'en 2020. En février 2022, il y avait 14 stations en ondes. Cela a été précédé par une lutte de 17 ans lancée en 2003 par l'Association des radios communautaires du Zimbabwe (ZACRAS). ZACRAS a plaidé pour la radio communautaire au Zimbabwe alors que les ondes des pays voisins (Tanzanie, Mozambique, Malawi et Zambie) s'ouvraient. Avec une stratégie de plaidoyer ferme, « ce n'est que lorsque les demandes du peuple ne pourront plus être entendues que le gouvernement cédera et ouvrira notre espace », ZACRAS a soutenu le développement de 24 stations de radio communautaires au Zimbabwe.<sup>9</sup> Il a également formé 100 à 200 bénévoles dans chaque station, mis en place des structures de gouvernance, réalisé une cartographie communautaire pour l'ensemble de la communauté et défini des priorités éditoriales claires.

## LES STATIONS DE RADIO COMMUNAUTAIRES GÉNÈRENT LA TRANSFORMATION ET LE CHANGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

Les évaluations d'impact menées dans diverses communautés avec des stations de radio appartenant à la communauté montrent que des changements spectaculaires se sont produits et que les premiers changements dans les normes sociales sont évidents. Tous les résultats partagés ci-dessous ont été soigneusement examinés, examiner si le changement pouvait plutôt être attribué à d'autres changements dans la réalité locale. Seuls les cas où cela a été pas si ont été inclus ci-dessous.<sup>10 11</sup>

- Réduction des mutilations génitales féminines dans une communauté Maasai en Tanzanie. Il a fallu deux ans de débats communautaires intenses pour transformer les rituels de mutilation génitale dans ce domaine. Grâce à des émissions de radio communautaires régulières et à des séances de débats communautaires impliquant des anciens, des exciseurs, des professionnels de la santé de confiance, ainsi que des femmes et des hommes de la communauté, une nouvelle façon a été trouvée de transformer une jeune fille en femme. Dans le cadre de l'événement communautaire de célébration traditionnel,

l'excision souvent mortelle ou débilatante a été remplacée par une cérémonie au cours de laquelle les organes génitaux de la femme ont été nettoyés avec une herbe traditionnelle.

- «Nous reconnaissons que les droits de l'homme sont la mère de tout changement important» a été le résultat central lorsque la communauté de Kyakabadiima dans l'ouest de l'Ouganda a été interrogée sur le changement le plus significatif depuis la mise en ondes de la radio communautaire Kagaadi-Kibale (KKCR). Les gens ont partagé des exemples où les programmes de KKCR sur les droits de l'homme avaient conduit à des changements positifs au niveau des ménages et de la communauté.<sup>12</sup> "Nous avons appris nos droits. Dans cette communauté, la police se comportait comme si elle était complètement au-dessus de la loi. S'ils voulaient vous extorquer de l'argent, ils ne faisaient que vous arrêter et vous mettre en détention sans aucune. Nous n'avons jamais pensé qu'il y avait une loi qui nous protégeait en tant que citoyens. Depuis que les programmes à la radio ont commencé, maintenant tout le monde sait qu'on ne peut pas être détenu plus de 28 heures sans être inculpé.
- 300 décès annuels dus au choléra transformés en 0 (zéro !) dans une communauté du centre du Mozambique. Dans cette zone, les pluies annuelles apportaient le choléra à la communauté. Au cours d'une année typique, des milliers de personnes tomberaient malades et environ 300 mourraient, malgré les conseils du ministère de la Santé, de l'UNICEF, des volontaires de la Croix-Rouge et des ONG de santé. Après l'avènement de la radio communautaire, les gens ont adopté de meilleures pratiques lors de fortes pluies, comme faire bouillir l'eau potable et ajouter du chlore. En raison de ces changements, bien que certaines personnes soient encore tombées malades, personne n'est mort du choléra pendant cinq ans. (L'auteur ne l'a pas suivi après cela).
- L'harcèlement sexuel, les relations incestueuses, le viol et la souillure ont considérablement diminué, et les hommes sont plus positifs et sensibles aux besoins des filles dans la communauté Mang'etele dans la province orientale du Kenya suite au lancement de Radio Mang'etele (RM). Les femmes du village de Matangini ont partagé comment la station de radio avait eu un impact positif sur un problème douloureux et frustrant. Avant que RM ne commence à émettre, les femmes ne parlaient pas du taux élevé de viols, de souillure et d'autres formes de harcèlement sexuel. Dès l'enfance, les femmes ont appris à ne pas parler ouvertement de ces actes, en particulier si l'agresseur était un membre plus âgé ou un chef de

8. <https://theconversation.com/radio-is-thriving-in-south-africa-80-are-tuning-in-176846>

9. Travaillant dur pour obtenir des licences, le mouvement ZACRAS à partir de 2014 s'est lancé dans la «radio communautaire». pour l'autonomisation et le changement' via WhatsApp et même une chaîne de télévision gratuite. Une description de ce processus et à quoi il ressemblait en 2015 par le formateur et mobilisateur de la radio communautaire ZACRAS, Kudzai Kwangari, peut être trouvé ici : <https://tinyurl.com/3n6fydz>.

10. [https://empowerhouse.dk/site/wp-content/uploads/2022/02/measuring\\_change-BJ-article.pdf](https://empowerhouse.dk/site/wp-content/uploads/2022/02/measuring_change-BJ-article.pdf)

11. Ces cas sont tous vécus par l'auteur elle-même au cours de ses 40 années de travail actif avec les médias communautaires autour du monde. Ces cas et d'autres sont documentés dans son livre : <https://empowerhouse.eu/empowerment-radio-the-book/>

12. <https://empowerhouse.dk/site/wp-content/uploads/2022/01/Stories-of-Change-through-Community-Radio-in-East-Africa.pdf>

famille qui ne devait pas être « honteux ». RM a changé tout cela : les femmes et les filles pouvaient enfin parler ouvertement du problème, ce qui a contribué à réduire les occurrences.

Ce ne sont que quelques exemples des nombreuses transformations dans les communautés à travers l'Afrique

subsaharienne, où l'on trouve des stations appartenant à la communauté et gérées par la communauté. Ce changement ne se produit pas à travers les stations locaux ordinaires ou dans des situations où la communauté ne fait pas confiance à la station et à ses programmes. Pour que la transformation de la communauté se produise, la communauté doit considérer la radio comme la sienne et les programmeurs fiables.

### 3

## RADIO COMMUNAUTAIRE ET MÉDIAS/RADIO COMMUNAUTAIRES DURABLES

Les caractéristiques principales d'une station de radio communautaire sont qu'elle est bidirectionnelle et sans but lucratif. Cela requiert les « non négociables » des médias communautaires : participation, propriété et gestion communautaires, production de contenu communautaire sur les problèmes locaux, utilisation des langues locales, célébration de la culture locale et renforcement des identités locales. Par conséquent, la radio communautaire est souvent une source d'information fiable. Les communautés comptent sur les stations, suivant leurs suggestions et recommandations. C'est pourquoi l'impact de la radio communautaire est généralement plus puissante que tout autre type de média.

Pour pérenniser une radio communautaire, trois aspects sont fondamentaux : la pérennité sociale, la pérennité organisationnelle et la pérennité financière. Au-dessus de cela se trouve l'environnement global favorable. Des livres pourraient être (et ont été) écrits sur chacun d'entre eux. Ce qui suit est une brève introduction.

L'environnement global favorable définit les conditions-cadres, qui comprennent le cadre juridique, les procédures d'octroi de licences, le paiement des redevances et la taxation de la station, et l'attribution des fréquences. Les stations individuelles n'ont aucun contrôle sur ces conditions-cadres. Cependant, dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les stations de radio communautaires ont formé des associations et des réseaux qui plaident pour une législation appropriée, des droits de licence réalistes et gérables et des structures d'octroi de licences bonnes, transparentes et équitables. Les associations organisent des stages de formation pour les stations membres ; établir des partenariats locaux, nationaux et internationaux ; collecter des fonds ; et mener des campagnes collectives de collecte de fonds et de publicité.

La Commission Africaine des droits de l'homme et des Peuples (CADHP), dans sa Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique, met en évidence plusieurs de ces catalyseurs dans sa section sur les mesures spécifiques,<sup>13</sup> soulignant de quelle manière les états peuvent garantir une adopté en 2019, la mise en œuvre de ces principes souligne la démocratisation en cours visant à garantir les droits civils, politiques et socio-économiques et la sécurité physique des citoyens africains.

### 3.1 LÉGISLATION SUR LA RADIO COMMUNAUTAIRE DANS DIFFÉRENTS PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Dans de nombreuses réalités, l'absence d'un cadre législatif pour les petites stations communautaires à but non lucratif a entraîné des décisions arbitraires et politiquement motivées lors de l'octroi des licences ; longues procédures de demande ; et souvent, les stations communautaires paient les mêmes taxes et droits de licence que les stations commerciales à plus grande échelle. En l'absence d'un environnement propice réglementant l'accès de manière équitable et transparente, la liberté d'expression de la communauté est limitée. Le dessous donnent des exemples d'un aperçu de réalités très différentes dans différents pays d'Afrique subsaharienne.

- En Éthiopie, plusieurs lois et directives régissent le secteur des médias. Le document clé pour les radios locaux et communautaires est la Directive sur la radio communautaire (janvier 2011) qui énonce les principes de fond et de fonctionnement exigences, y compris la définition des radios communautaires, leurs rôles et responsabilités, les membres de leur conseil d'administration et les diffuseurs, les types de stations

13. Dans le cadre de ses Principes généraux

de radio communautaires, les processus d'accréditation et d'octroi de licences, les processus de rétroaction et de plaintes, la langue et la zone de diffusion, le contenu des émissions, les messages d'intérêt public et procédures de parrainage. Malheureusement, la législation et les plans de développement «... ne sont pas vraiment mis en œuvre conformément aux règles et réglementations. Le paysage des radios communautaires est dispersé et la plupart des stations ont désespérément besoin de ressources, d'équipements et d'un soutien à la gestion.»<sup>14</sup>

- Au Mozambique, il existe actuellement 144 stations de radio communautaires agréées.<sup>15</sup> Le secteur a connu un boom à la fin des années 1990, et les 30 dernières années ont vu l'octroi de licences via un processus assez transparent en tant que média d'associations civiques. Ces associations sont les personnes morales et les détenteurs de licence par l'intermédiaire desquels les communautés peuvent gérer leurs stations de radio. Tant qu'il y a une inclination positive au sein du gouvernement, les stations restent en ondes. Cependant, plusieurs défis<sup>16</sup> récents ont montré la vulnérabilité qui existe lorsque les radios/médias communautaires ne sont pas intégrés dans un cadre juridique approprié. En 2020, une proposition de «Lei da Radiodifusão»<sup>17</sup>(loi sur la radiodiffusion) a été soumise par le Conseil des ministres à l'Assemblée de la République pour examen mais est toujours en cours de débat. Parallèlement, le gouvernement souhaite que l'ICS institue pour reprendre et absorber toutes les radios dans un seul réseau public (gouvernemental).
- En Angola, la législation sur les médias communautaires existe depuis 10 ans. Toutefois, il n'est pas encore possible de demander des licences car aucun règlement d'application de la législation n'a été adopté. Il est actuellement à nouveau débattu.<sup>18</sup> Le problème vient du fait que le gouvernement angolais ne reconnaît pas la définition des médias communautaires communément utilisée dans les autres pays de la SADC. En Angola, les médias communautaires englobent les médias locaux, qui comprennent des médias appartenant à l'état ou formellement privés mais liés à des personnes liées à l'élite dirigeante.<sup>19</sup>
- Le Burkina Faso compte 51 radios communautaires, dont 8 (16%) mises en œuvre se trouvent dans la partie burkinabè du Liptako-Gourma.<sup>20</sup> Généralement, ces radios spécifiques ont été autorisées par divers

organismes de réglementation organismes (CSI, puis CSC)<sup>21</sup> auxquels ils sont liés par une convention. Ils entretiennent de bonnes relations de partenariat avec la CSC, leur rendant visite dans le cadre de missions de contrôle et lors de campagnes électorales. Les stations de radio soumettent des rapports d'activité annuels à la CSC, qui décide si elles sont éligibles pour présenter des demandes de subventions de l'État. En raison de l'insécurité et de la peur causées par les attaques armées par des groupes terroristes ou des individus armés non identifiés et les enlèvements, certaines radios ont réduit le nombre d'heures ou de programmes.

- Le Niger a eu une longueur d'avance audacieuse en 1999 lorsque le PNUD et un consortium d'ONG ont dirigé le lancement d'un projet national de radio communautaire avec pour vision de couvrir le Niger avec 160 radios.<sup>22</sup> Aujourd'hui, le Niger compte 188 radios communautaires, dont 33 (18 %) se trouvent dans la zone de conflit (Liptako-Gourma) avec des problèmes similaires au Burkina Faso ci-dessus (cela affecte également le Mali). La Constitution du Niger de 2010 « assure et garantit » la liberté et l'indépendance de la communication audiovisuelle de la presse écrite et électronique dans le respect de la loi. La programmation des radios et télévisions publiques, privées, communautaires et associatives est encadrée par le CSC. Au Niger, les radios et télévisions communautaires sont financées par des subventions publiques ou privées, ce qui est unique en Afrique.<sup>23</sup> De plus, les cotisations proviennent des membres des stations et d'autres ressources autorisées par la loi, et elles ont accès au marché publicitaire.

Dans ces réalités très différentes, les gens ordinaires, leurs champions et leurs communautés luttent - prenant parfois de graves risques pour faire avancer leurs droits et leur espace pour, ensemble, définir la voie du développement de leur communauté. Outre les environnements réglementés présentés ci-dessus au Niger, au Mali et au Burkina Faso, une législation sur les radios communautaires correctement mise en œuvre ne peut être trouvée qu'en Afrique du Sud.

### 3.1.1 Licences et attribution des fréquences

Pour que les médias communautaires survivent dans un paysage médiatique national, ils ont besoin de licences spéciales avec des frais annuels peu élevés, le cas échéant, et des exigences justes et objectives selon lesquelles les

14. Tel que rapporté par une organisation médiatique opérant actuellement en Éthiopie, travaillant à renforcer les structures et les stations.

15. Certaines stations incluaient la télévision locale. Pour une liste complète : <https://www.caicc.org.mz/index.php/caicc/parceiros>

16. Le cas présenté dans ce clip vidéo se déroule à Macequece dans le centre du Mozambique en 2012 : <https://tinyurl.com/3yh4sbf6>

17. AR-IX Prop.Lei/105/07.12.2020 La législation a de nouveau été débattue au parlement cette année. Le résultat n'est pas encore clair. <https://angolatelegraph.com/politics/law-on-community-radios->

18. [passé-dans-le-pays/](#)

19. Tel que rapporté par un défenseur de la radio communautaire et l'un des co-fondateurs de l'Union des journalistes angolais

20. La zone du Sahel central, et en particulier la région du Liptako Gourma, qui borde le Burkina Faso, le Mali et le Niger, est affectée par une crise complexe impliquant une concurrence croissante pour des ressources en diminution ; variabilité climatique; et la violence liée au crime organisé et aux groupes armés non étatiques. La crise a entraîné la mort d'environ 5 000 personnes en 2021 et provoqué d'importants déplacements de populations dans les quatre pays touchés.

21. CSC est le Conseil Supérieur de la Communication - le conseil supérieur (supérieur) de la communication.

22. L'auteur en a fait l'expérience de première main, et cela est documenté dans des rapports non publiés.



licences sont accordées. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, de tels cadres juridiques n'existent pas ou ne sont pas correctement mis en œuvre. La réponse claire à ces défis est la reconnaissance spécifique de la radiodiffusion communautaire dans la loi et la mise en place de procédures d'octroi de licences sur mesure pour veiller à ce que les petits radiodiffuseurs communautaires puissent exploiter et accéder aux plateformes de distribution courantes, y compris les ondes.

Le Principe 15 de la Déclaration de la CADHP met l'accent sur l'octroi de licences et l'attribution du spectre de fréquences pour les médias communautaires en tant qu'aspects importants auxquels les États africains doivent prêter attention :

- *Les processus d'octroi de licences doivent être simples, rapides et rentables, et garantir la participation de la communauté.*
- *Les exigences en matière de licences doivent remplir les objectifs de la radiodiffusion communautaire et ne doivent pas être prohibitives.*

Outre la législation spécifique à la radio communautaire, les recommandations ci-dessus devraient être incluses dans la législation nationale sur la radiodiffusion afin de garantir un accès équitable aux licences pour les initiatives communautaires.

En Tanzanie, MISA Tanzanie écrit : « Les principaux défis auxquels sont confrontés les radios et les télévisions communautaires dans la région sont le manque de législation, de réglementation et d'infrastructure pour soutenir la création et l'octroi de licences aux médias communautaires ; et l'incapacité à subvenir à leurs besoins au-delà des fonds de démarrage des donateurs. »<sup>24</sup> De plus, obtenir une licence en Tanzanie prend souvent au moins deux ans.<sup>25</sup>

Au Libéria, avec une situation similaire à celle de nombreux pays africains, au moment de la préparation de ce document (2022), il n'y avait pas de normes décrites pour l'octroi de licences aux stations de radio et de télévision (en dehors de la documentation juridique de l'entité candidate requise et des informations sur le paiement des).<sup>26</sup> Cela signifie que l'espace est laissé - et utilisé - pour des décisions arbitraires politiquement motivées, ce qui exacerbe encore l'espace de plus en plus réduit pour la liberté des médias et d'expression.<sup>27</sup>

### 3.1.2 Attribution du spectre des radiofréquences pour médias communautaires

Parallèlement à l'importance d'un accès équitable aux licences, un défi dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne est l'espace disponible dans le spectre des fréquences radio.

La Déclaration de la CADHP formule la recommandation aux États de la région :

*Les États doivent allouer un pourcentage fixe du spectre de fréquences radio disponible aux radiodiffuseurs communautaires pour encourager la diversité.*

Les recommandations comprennent :<sup>28</sup>

- La politique et la réglementation doivent réserver un pourcentage minimum du spectre disponible aux radios communautaires. C'est le meilleur moyen de garantir une répartition équitable.
- Les radiodiffuseurs communautaires devraient avoir le droit de distribuer librement leur contenu sur Internet.
- Il convient d'envisager, le cas échéant, d'obliger les opérateurs de distribution par câble et par satellite à diffuser des chaînes de radiodiffusion communautaires gratuitement ou à faible coût.

## 3.2 LES TROIS DURABILITÉS

Une fois que l'environnement favorable est en place, les stations de radio communautaires peuvent et doivent se concentrer sur les points suivants :

### 3.2.1 Durabilité sociale

Il s'agit de renforcer le tissu social autour d'une station de radio communautaire, de garantir l'appropriation, la participation et l'engagement de la communauté. Il s'agit d'engager la communauté dans la formulation de l'orientation stratégique : la vision de la communauté (et donc aussi de la station) et la mission (qu'est-ce que la radio communautaire veut, peut et doit faire pour faire avancer la vision), engageant la communauté dans la cartographie de toutes les « communautés au sein de la communauté », et en les impliquant dans l'identification des questions thématiques centrales autour desquelles des groupes éditoriaux de radiodiffuseurs communautaires (bénévoles) peuvent être formés. La durabilité sociale célèbre également tous les autres « non négociables » des médias communautaires.

### 3.2.2 Durabilité organisationnelle

Il s'agit de bons principes organisationnels participatifs, transparents et inclusifs au cœur d'une approche de travail fondée sur les droits de l'homme, de la construction d'une responsabilité sociale qui repose sur l'engagement civique, de l'autonomisation des citoyens ordinaires et des OSC pour participer directement ou indirectement à l'obligation de

23. L'Afrique du Sud apporte également un soutien financier aux stations de radio communautaires titulaires d'une licence.

24. <https://tanzania.misa.org/issues-we-address/broadcasting-regulation/>

25. Entretien personnel avec un activiste, formateur et défenseur des radios communautaires en Tanzanie. Le nom est connu de l'auteur.

26. Référencé dans le MICAT Fees Collection Handbook. Uniquement disponible en version papier. journalistes-exercice

27. Freedom House 2022 décrit l'environnement de la liberté d'expression au Libéria comme étant « partiellement libre », car la répression des personnes - y compris leurs droits constitutionnels risque d'être harcelée. <https://freedomhouse.org/country/liberia/freedom-world/2022>

28. Inspiré de : <https://en.unesco.org/community-media-sustainability/policy-series/spectrum>

rendre des comptes aux détenteurs d'obligations. En interne, à l'intérieur de la gare, l'organisation sera pérennisée par des principes de fonctionnement organisationnels clairs et connus de tous.

La gouvernance des médias communautaires est importante, car une radio communautaire ne peut être durable et jouer son rôle d'outil de promotion de la démocratie de confiance que si son organisation est basée sur les principes d'appropriation et de participation communautaires, de transparence et de responsabilité envers la communauté. De plus, accès et inclusion de tous les groupes marginalisés. Les genres doivent être correctement reflétés dans la mission et le cadre de mise en œuvre et les principes de fonctionnement, ne laissant personne de côté.

### 3.2.3 Viabilité financière

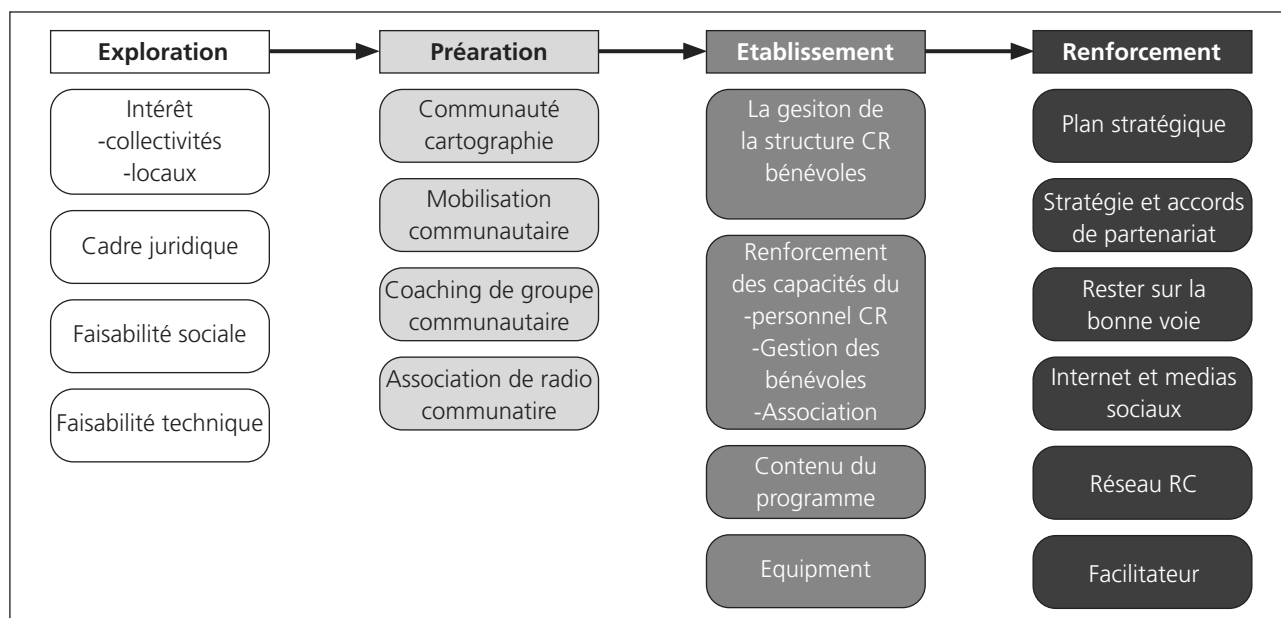
C'est un défi dans tous les contextes nationaux et locaux en Afrique subsaharienne. Étant à but non lucratif et opérant souvent dans des zones urbaines rurales ou non riches, les aspects sociaux et organisationnels de la station soutiennent et garantissent fréquemment la viabilité financière. Cette partie du cadre de durabilité couvre une variété de facteurs, allant de l'établissement de budgets réalistes à l'identification d'annonceurs et de sponsors financiers (non commerciaux) locaux, nationaux et internationaux, en passant par les opportunités de contribution en nature et d'échange de services, ainsi que la besoin d'une combinaison de financement variée et saine.<sup>29</sup> De plus, une bonne transparence et une bonne redevabilité envers la communauté sont aussi importantes qu'une bonne gestion des finances et des subventions.

Lisa Cannon a si bien inventé ce qu'il faut pour atteindre la viabilité financière : la capacité d'une organisation à obtenir et à gérer des ressources suffisantes pour lui permettre d'accomplir sa mission de manière efficace et cohérente dans le temps sans dépendre excessivement d'une seule source de financement [...] Les organisations durables ont, au minimum, une mission claire et orientation stratégique ; les compétences nécessaires pour attirer des ressources provenant de diverses sources locaux, nationaux et internationaux et le savoir-faire pour les gérer efficacement [...].

L'attribution et la gestion des fréquences est une question litigieuse dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Au Ghana, par exemple, le Ghanaian Community Radio Network (GCRN) a été très critique à l'égard de l'attribution des fréquences par la National Communications Authority (NCA),<sup>30</sup> qui, selon eux, a favorisé les intérêts commerciaux au détriment de la radio communautaire.

## 3.3 DÉVELOPPER DES RADIO/MÉDIAS COMMUNAUTAIRES DURABLES

La radio communautaire n'est pas une solution rapide qui peut être créée du jour au lendemain. Cela nécessite des champions locaux capables de faciliter le processus de mobilisation et d'organisation de la communauté. Il s'agit d'un processus étape par étape, pas nécessairement limité aux étapes ci-dessous, mais incluant la plupart de celles-ci :



Phases génériques du développement des radios communautaires.<sup>31</sup>

29. <https://empowerhouse.du/site/wp-content/uploads/2022/09/GCRN-DWA-Community-Radio-Handbook-on-Human-Rights-190826-FINAL-DRAFT-2.odf>

30. Voir plus de détails ici <https://empowerhouse.dk/it/wp-content/upload/2022/06/Manual-ZIM-Financial-Sustainability-of-Radio-Station-A-ZACRAS-Community-Radio-Handbook-final1-copy.pdf>

31. Tiré de Empowerment Radio-Voices building a community Birgitte Jallow EMPOWERHOUSE (2012).

## A PROPOS DE L'AUTEUR

Birgitte Jallof est une professionnelle internationale du développement des médias qui a travaillé toute sa vie avec les médias communautaires du monde entier. Birgitte travaille sur son initiative EMPOWERHOUSE

### Éditeur:

Friedrich-Ebert-Stiftung fesmedia Africa  
95 John Meinert Street  
Courriel: [info@fesmedia.org](mailto:info@fesmedia.org)

### Personne responsable

Freya Gruenhagen, Director *fesmedia* Africa

### Conception et mise en page

Bryony van der Merwe

Contact/Commande: [dickson@fesmedia.org](mailto:dickson@fesmedia.org)

© 2022

## À PROPOS DE CE PROJET

*fesmedia* Africa est le projet régional des médias de la Friedrich Ebert-Stiftung (FES) en Afrique. Son travail promeut un paysage médiatique libre, ouvert, libéral et démocratique qui permet aux citoyens ordinaires d'influencer et d'améliorer activement leur vie, ainsi que celle des communautés et des sociétés dans lesquelles ils vivent. *fesmedia* Africa estime que pour participer à la vie publique et à la prise de décision, les gens doivent avoir les moyens, les compétences et les

opportunités d'accès, échanger et utiliser l'information et les connaissances. Ils doivent être en mesure de communiquer et d'échanger des idées, des opinions, des données, des faits et des chiffres sur des questions qui les concernent ainsi que leurs communautés.

Pour de plus amples renseignements, visitez le site: <https://fesmedia-africa.fes.de/>

# LES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE - PARTIE 1

Médias communautaires pour le développement et le changement communautaires



Les médias communautaires (plus précisément, la radio communautaire) est une plate-forme importante pour l'autonomisation, le développement et la transformation communautaire en Afrique subsaharienne. Les médias communautaires sont des médias de, par et pour une communauté. Pour que les médias communautaires réalisent leur potentiel de transformation, ils ont besoin de l'attention, du soutien et de l'attention du gouvernement.



Ce document présente des arguments solides sur ce qu'il faudra faire pour parvenir à des médias communautaires durables, en donnant des exemples de législation et d'impact et de transformation communautaires dans plusieurs pays subsahariens. Une fois bien établis, le potentiel des médias communautaires peut être atteint grâce à l'appropriation et à la participation de la communauté.



Le potentiel de développement transformateur de la radio communautaire est vaste. Ce document présente des exemples de changements générés par les communautés qui façonnent le récit et leur orientation future. Il explore également ce qui doit être mis en place pour que la radio communautaire réalise son potentiel, à savoir, un environnement propice grâce à un cadre juridique et des réglementations justes et transparentes. Une discussion sur trois cadres favorisant la durabilité sont également inclus.

Plus d'informations sur le sujet sont disponibles ici :  
<https://fesmedia-africa.fes.de/>